

a

FIDA

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Conseil d'administration – Quatre-vingt-sixième session

Rome, 12-13 décembre 2005

RÉPUBLIQUE DE MAURICE

EXPOSÉ DES OPTIONS ET STRATÉGIES D'INTERVENTION POUR LE PAYS

TABLE DES MATIÈRES

TAUX DE CHANGE	iii
POIDS ET MESURES	iii
SIGLES ET ACRONYMES	iii
CARTE	iv
RÉCAPITULATIF DU PORTEFEUILLE	v
RÉSUMÉ	vi
I. INTRODUCTION	1
II. CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SECTORIEL ET PAUVRETÉ RURALE	2
A. Économie et secteur agricole	2
B. Secteur agricole	3
C. Pauvreté rurale	4
D. Réduction de la pauvreté rurale: obstacles et perspectives	6
E. Stratégie nationale de réduction de la pauvreté	7
III. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE DU FIDA DANS LE PAYS	8
IV. CADRE STRATÉGIQUE DU FIDA	9
A. Créneau stratégique du FIDA et axes d'intervention proposés	9
B. Principales possibilités d'innovation et d'intervention dans le cadre des projets	11
C. Possibilités de mobilisation et de partenariat avec les ONG et le secteur privé	14
D. Possibilités de collaboration avec d'autres donateurs et institutions	14
E. Domaines de concertation	15
F. Mesures à prendre pour améliorer la gestion du portefeuille	16
G. Cadre provisoire pour les opérations de prêt et programme de travail évolutif	16
 APPENDICES	
I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)	1
II. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)	4
III. STRENGTHS, WEAKNESSES, OPPORTUNITIES AND THREATS (SWOT) ANALYSIS (ANALYSE DES FORCES, FAIBLESSES, POSSIBILITÉS ET MENACES)	6
IV. IFAD'S CORPORATE THRUSTS AS RELATED TO THE PROPOSED COUNTRY (LIENS ENTRE LES AXES STRATÉGIQUES DU FIDA ET LE PROGRAMME PROPOSÉ POUR LE PAYS)	6
V. ACTIVITIES OF OTHER PARTNERS IN DEVELOPMENT – ONGOING AND PLANNED (ACTIVITÉS DES AUTRES PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT – EN COURS ET PRÉVUES)	11

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Roupie mauricienne (MUR)
1,00 USD	=	28,0 MUR
100 MUR	=	3,6 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

COSOP	Exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays
FFISGV	Fonds fiduciaire pour l'intégration sociale des groupes vulnérables
OAC	Organisation à assise communautaire
PDR	Programme de diversification rurale
PME	Petites et moyennes entreprises
UE	Union européenne

GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE MAURICE
Année budgétaire

1^{er} juillet – 30 juin

CARTE



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

RÉCAPITULATIF DU PORTEFEUILLE

Région: Afrique orientale et australe

Pays: Maurice

Nom du projet/programme	Institution initiatrice	Institution coopérante	Conditions de financement	Approbation par le Conseil d'administration	Entrée en vigueur du prêt	Date de clôture actuelle	Code du prêt/don	Monnaie	Montant du prêt/don approuvé	Décaissement en % du montant approuvé
Projet de développement de l'agriculture à petite échelle.	FIDA	Banque mondiale	I	Décembre 1981	Mai 1983	Décembre 1991	O78-MT	DTS	5,25 millions	98
Programme de diversification rurale	FIDA	UNOPS	I	Avril 1999	4 avril 2000	Décembre 2006	504-MU	DTS	8,2 millions	43,2

I = intermédiaires

UNOPS = Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets.

DTS = Droits de tirage spéciaux.

RÉSUMÉ

1. **Introduction:** L'exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays (COSOP) est un outil essentiel pour décider de la nature de l'intervention du FIDA et des formes de sa contribution aux actions que les gouvernements et les autres parties prenantes entreprennent pour réduire la pauvreté rurale. Depuis que Maurice est devenu membre du FIDA, le pays a connu un essor économique et social rapide, et il a désormais tout à fait sa place parmi les pays à revenu intermédiaire. Le FIDA a apporté son concours à deux opérations, la seconde devant s'achever au milieu de l'année 2006. Depuis quelques années, le pays est confronté à deux grands problèmes – la baisse des cours du sucre et les fermetures d'usines dans l'industrie textile (les deux principaux secteurs d'emploi dans les zones rurales) – lesquelles entraînent de graves répercussions sur le plan de la pauvreté rurale. Le présent COSOP, le premier concernant Maurice, a pour objet de proposer un cadre stratégique dans lequel inscrire l'appui que le FIDA apporte au Gouvernement de Maurice pour l'aider à renforcer sa stratégie et sa politique de réduction de la pauvreté rurale. Il répond également au souci de respecter l'approche programmatique qui caractérise le nouveau modèle d'intervention du FIDA, afin d'utiliser les projets d'investissement comme point d'ancrage pour toute une série de fonctions différentes.

2. Le présent COSOP s'appuie sur l'expérience acquise par le FIDA et ses partenaires à Maurice, mais aussi sur les enseignements tirés d'initiatives de réduction de la pauvreté réalisées dans d'autres petits États insulaires en développement et sur le cadre stratégique du FIDA 2002-2006, la stratégie régionale pour l'Afrique orientale et australe et le système d'allocation fondé sur la performance. Ce document analyse le double défi que représentent le traitement des poches de pauvreté rurale qui persistent dans un pays dont le niveau de vie s'est dans l'ensemble nettement amélioré ainsi que les tensions induites par l'ajustement structurel que subissent deux grands secteurs de l'économie: le sucre et le textile.

3. **Secteur agricole:** sur l'île Maurice, si l'on excepte Port-Louis et ses environs, la quasi-totalité de la population est villageoise et partage son temps entre l'agriculture à temps partiel et un emploi dans le secteur manufacturier ou les services. Il est rare que les ménages ruraux vivent exclusivement de l'agriculture. Toutefois, les communautés côtières sont généralement éloignées des zones de production sucrière et des possibilités d'emploi non agricole, et vivent encore en grande partie des ressources marines. Sur l'île Rodrigues, la quasi-totalité des ménages sont considérés comme ruraux et vivent de l'agriculture de subsistance, de la pêche, des microentreprises et d'emplois à temps partiel (essentiellement publics).

4. **Pauvreté rurale.** L'écart se creuse entre les ménages qui participent à l'expansion de certains secteurs de l'économie et ceux qui ne sont pas à même de le faire. Cette situation se traduit par la persistance de poches de pauvreté où vivent des ménages victimes de la dégradation de l'environnement, de l'évolution structurelle de l'économie et de la concurrence mondiale. Les groupes les plus vulnérables comprennent: a) les ménages ruraux qui dépendent de la canne à sucre ou de l'emploi dans le textile; b) les pêcheurs des lagons qui pâtissent des prises moins abondantes et de la concurrence avec les autres utilisateurs; c) les immigrants et les habitants des zones périurbaines qui n'ont pas pu s'intégrer sur le plan économique; d) les ménages isolés qui n'ont pas accès aux circuits de commercialisation et aux emplois; e) les familles monoparentales peu instruites; et f) les jeunes ruraux, en particulier ce qui quittent le système scolaire sans formation; g) les ménages victimes du VIH/sida.

5. Sur l'île Rodrigues, les caractéristiques de la pauvreté rurale sont différentes, et plus difficiles à traiter. L'île ne produit pas pour l'exportation, le tourisme y est peu développé, et le secteur sucrier n'a jamais existé. Rodrigues est largement tributaire de l'agriculture de subsistance, de l'élevage et de la pêche dans le lagon. Les villages de pêcheurs sont en danger en raison des ouragans, des tsunamis et de l'élévation du niveau de la mer, tandis que l'agriculture est menacée par l'érosion des sols, le surpâturage, les sécheresses et les cyclones.

6. **Axe stratégique:** le FIDA et le gouvernement s'orientent vers une nouvelle forme de partenariat qui s'écarte du modèle habituellement appliqué dans les pays à faible revenu, qui avait jusqu'à présent prévalu à Maurice. Cette évolution prend acte des éléments suivants: a) Maurice dispose désormais de ressources intérieures non négligeables pour faire face à la pauvreté rurale et b) le financement sur projets est probablement appelé à occuper une place moins importante dans les relations, compte tenu du nouveau modèle d'intervention du FIDA, dont l'approche programmatique globale fait appel à une gamme d'instruments plus diversifiée. Le présent COSOP met l'accent sur les domaines d'intervention prioritaires et propose que le rôle du FIDA évolue vers une approche plus différenciée, reposant notamment sur la concertation sur les politiques publiques, la gestion et le partage des savoirs, et la construction de partenariats.

7. Le présent COSOP définit les domaines dans lesquels le FIDA est en mesure d'apporter une valeur ajoutée aux mesures et programmes adoptés par le gouvernement pour réduire la pauvreté rurale. Rodrigues occupera une place importante, sans que soient pour autant négligées les poches de pauvreté qui subsistent sur l'île de Maurice, où vivent la grande majorité des ruraux pauvres. La **finalité** consiste à contribuer à améliorer les moyens d'existence et les revenus des ménages ruraux pauvres sur l'île Rodrigues et dans certains territoires villageois de l'île Maurice les plus durement frappés par la pauvreté. Pour atteindre ce but global, l'**objectif** consiste à aider les ménages ruraux pauvres à s'adapter à la restructuration de l'économie et à en tirer parti en les mettant mieux à même de prendre part à l'essor rapide de certains secteurs de l'économie mauricienne.

8. Les **domaines prioritaires** définis par le COSOP en matière de pauvreté rurale sont les suivants:

Domaines prioritaires	Groupes concernés
<ul style="list-style-type: none"> Persistance d'un pourcentage de pauvreté élevé sur l'île Rodrigues et dans les territoires villageois les plus pauvres de l'île Maurice. 	<ul style="list-style-type: none"> Ménages disposant d'un revenu inférieur à 6 000 MUR par mois sur l'île Rodrigues et dans les territoires villageois dont l'indice de développement relatif est le plus bas; environ 25 000 ménages relèvent de ces deux catégories.
<ul style="list-style-type: none"> Suppression d'emplois industriels dans les zones rurales et progression du chômage. 	<ul style="list-style-type: none"> Travailleurs du textile (femmes essentiellement) et des sucreries dont les emplois ont été supprimés et qui vivent dans les campagnes, ainsi que leurs familles. À ce jour, plus de 20 000 ménages relèvent de cette catégorie.
<ul style="list-style-type: none"> Communautés côtières fortement tributaires des ressources marines du littoral. 	<ul style="list-style-type: none"> Pêcheurs pratiquant la pêche artisanale et la pêche commerciale à petite échelle et leurs familles, y compris environ 750 femmes de l'île Rodrigues menacées par les projets de réglementation de la pêche du poulpe. Environ 3 000 ménages qui travaillaient auparavant dans l'extraction du sable des lagons.
<ul style="list-style-type: none"> Érosion des cours du sucre entraînant un effritement des revenus des petits cultivateurs de canne à sucre. 	<ul style="list-style-type: none"> Environ 30 000 petits cultivateurs de canne à sucre et leurs familles; beaucoup sont également victimes des suppressions d'emploi dans le secteur manufacturier.

9. **Axes proposés:** afin d'agir dans ces domaines prioritaires, le présent COSOP propose trois principaux axes: a) atténuer la pauvreté en améliorant la gestion des ressources marines; b) appuyer la mise en œuvre du plan stratégique élaboré par le pays en faveur du secteur non sucrier; et c) assurer une formation technique et professionnelle afin d'améliorer les perspectives d'emploi des ménages pauvres et vulnérables.

10. **Interventions envisageables:** compte tenu des activités déjà financées par les donateurs et les pouvoirs publics dans le domaine de la microfinance, du développement des microentreprises et du développement communautaire, la poursuite du concours du FIDA dans ces domaines ne se justifie

pas, une fois le Programme de diversification rurale achevé. En revanche, les trois principales possibilités d'intervention suivantes ont été identifiées:

- Un programme intégré concernant la **gestion des ressources marines et les moyens de subsistance** en faveur des communautés côtières menacées par la surexploitation et la pollution du milieu marin. Cette intervention pourrait concerner à la fois l'île Maurice et l'île Rodrigues.
- L'appui à la mise en œuvre effective du **plan stratégique en faveur du secteur non sucrier** élaboré par le gouvernement afin d'accélérer la diversification du système agricole sucrier, de manière à éviter l'aggravation de la marginalisation des petits exploitants les plus pauvres.
- Un **programme de formation technique et professionnelle** afin d'améliorer les perspectives d'emploi des ménages pauvres et vulnérables, en particulier les jeunes et les victimes de suppressions d'emploi dans le secteur manufacturier et les sucreries.

11. Le gouvernement et les autres parties prenantes ont exprimé le souhait qu'à l'avenir, le FIDA axe son appui sur la gestion des ressources marines et les moyens de subsistance en privilégiant l'île Rodrigues, sans toutefois négliger la possibilité d'intégrer certains aspects du plan stratégique en faveur du secteur non sucrier. Les autres activités qui seront menées dans le cadre de ce COSOP comprennent l'appui au gouvernement pour le renforcement des politiques de protection du milieu marin et de réduction durable de la pauvreté rurale dans les communautés côtières, ainsi que le développement des partenariats.

RÉPUBLIQUE DE MAURICE

EXPOSÉ DES OPTIONS ET STRATÉGIES D'INTERVENTION POUR LE PAYS

I. INTRODUCTION¹

1. Depuis que Maurice est devenu membre du FIDA en 1979, le pays a connu un essor économique et social rapide, et il a désormais tout à fait sa place au sein des pays à revenu intermédiaire en développement. Au cours de cette période, le FIDA a apporté son concours à deux opérations, la seconde devant s'achever au milieu de l'année 2006. L'évolution structurelle de l'économie entraîne la persistance de poches de pauvreté rurale qui s'avèrent difficiles à éradiquer. Le présent Exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays (COSOP) est le premier concernant Maurice. Il a pour objet de proposer un cadre stratégique dans lequel inscrire l'appui que le FIDA pourrait apporter au Gouvernement de Maurice pour renforcer sa stratégie et sa politique de réduction de la pauvreté rurale. Il répond également au souci de respecter l'approche programmatique qui caractérise le nouveau modèle d'intervention du FIDA, afin d'utiliser les projets d'investissement comme point d'ancrage pour toute une série de fonctions différentes.

2. Le présent COSOP est le fruit d'un processus participatif reposant sur la consultation d'un large éventail de parties prenantes. La mission chargée de le préparer a travaillé sous la direction du Ministère des finances et du développement économique, en relation étroite avec: a) le coordonnateur du programme de diversification rurale (PDR) ainsi que le responsable de la coordination de ce programme sur l'île Rodrigues; b) le Ministère du secteur agroalimentaire et de la pêche; c) le Ministère chargé des droits de la femme, du développement de l'enfant, du bien-être de la famille et de la protection des consommateurs; d) la Banque de développement de Maurice; e) le Conseil de la formation en entreprise et de la formation professionnelle; f) le Fonds fiduciaire pour l'intégration sociale des groupes vulnérables (FFISGV); g) l'Organisation pour le développement des petites et moyennes industries; h) l'Assemblée régionale de Rodrigues; i) le coordonnateur résident des Nations Unies; et j) la délégation de l'Union européenne (UE).

3. Le présent COSOP s'appuie sur l'expérience acquise par le FIDA et ses partenaires à Maurice, mais aussi sur les enseignements tirés d'initiatives de réduction de la pauvreté réalisés dans d'autres petits États insulaires en développement et sur le cadre stratégique du FIDA 2002-2006, la stratégie régionale pour l'Afrique orientale et australe et le système d'allocation fondé sur la performance. Ce document analyse le double défi que représentent le traitement des poches de pauvreté rurale qui persistent dans un pays dont le niveau de vie s'est dans l'ensemble nettement amélioré, ainsi que les tensions induites par l'ajustement structurel que subissent deux grands secteurs de l'économie rurale, le sucre et le textile, en raison du rétrécissement de l'accès aux marchés.

4. Après examen, le Conseil des ministres du gouvernement central et l'Assemblée régionale de Rodrigues ont donné leur aval à une première version du COSOP (juillet 2005). Ce projet a ensuite été étudié lors d'une réunion des parties prenantes tenue le 29 août 2005, et analysé à l'occasion d'un certain nombre d'autres réunions avec les principales organisations. Les orientations stratégiques globales du COSOP et le rôle que doit jouer le FIDA dans l'action en faveur de la réduction de la pauvreté rurale emportent l'adhésion.

¹ Voir l'appendice I pour de plus amples informations.

II. CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET SECTORIEL ET PAUVRETÉ RURALE

A. Économie et secteur agricole

5. Le développement de Maurice est une réussite exemplaire. Lorsque le pays a accédé à l'indépendance en 1968, le PIB par habitant était de 260 USD. Il a atteint 4 910 USD en 2004, et devrait dépasser 5 000 USD en 2005. Grâce au développement vigoureux des exportations, Maurice figure désormais dans la tranche supérieure des pays à revenu intermédiaire. Au cours de la dernière décennie, le nombre de touristes qui se sont rendus à Maurice a augmenté d'environ 45%. Le gouvernement encourage les investissements étrangers, particulièrement dans les services financiers et les technologies de l'information. Cette croissance économique rapide accompagnée de politiques sociales vigoureuses s'est traduite par un allongement de l'espérance de vie, une baisse de la mortalité infantile et un recul significatif de la pauvreté.

6. Le pays compte 1,2 million d'habitants, avec un taux d'urbanisation supérieur à 40%; le taux d'alphabétisation est de 84% et l'espérance de vie à la naissance de 72 ans. La majeure partie de la population vit sur l'île Maurice, dont la densité de population est de 600 personnes au km². L'autre île principale, Rodrigues, compte environ 36 000 habitants. Le pays est une démocratie parlementaire qui peut se targuer d'une tradition de stabilité politique et de coopération entre les pouvoirs publics et la société civile. La constitution a été récemment amendée pour accorder une large autonomie au Gouvernement de Rodrigues. Les pouvoirs publics ont pour habitude de se concerter avec les ONG, les syndicats et les organisations professionnelles. Les ONG ont été étroitement associées à l'élaboration et la mise en œuvre du Plan d'action pour atténuer la pauvreté, du Programme d'action économique pour le nouveau Millénaire, et du Plan national d'action contre le VIH/sida.

7. Les principaux facteurs de la réussite du pays sont la stabilité de la démocratie et l'État de droit, l'absence de conflits ethniques, la stabilité économique, un progrès social équitable et une stratégie cohérente consistant à privilégier les activités à forte intensité de main-d'œuvre pour faire face à la concurrence internationale, la politique de taux change flottant, la pression fiscale modérée et les efforts entrepris pour attirer les investissements étrangers. La stratégie de développement retenue par le gouvernement est axée sur l'expansion des institutions financières et le développement d'un secteur national de l'information et des télécommunications. Maurice a attiré plus de 9 000 entités étrangères, dont un grand nombre cherchent à commercer avec l'Inde et l'Afrique du Sud, et les seuls investissements dans le secteur bancaire dépassent le milliard de USD.

8. Maurice est très atypique par rapport aux 21 autres pays de la région d'Afrique orientale et australe. Le pays a le PIB par habitant le plus élevé, et une population peu importante; en revanche, la densité de population est forte, et la part de l'agriculture dans le PIB ne dépasse pas 5 à 6%; l'extrême pauvreté rurale est rare; les infrastructures et les communications sont bien développées; les services de santé et d'éducation sont de bonne qualité; la prévalence du VIH/sida est faible; et enfin l'économie est solide et se modernise rapidement. L'aide des donateurs est en recul, ce qui n'empêche pas le FIDA de faire très bonne figure grâce au PDR en cours. En dépit de ces différences, les trois objectifs stratégiques du FIDA² et les trois principes transversaux inscrits dans la stratégie régionale du FIDA (ciblage, autonomisation et responsabilité) gardent toute leur pertinence pour Maurice. S'agissant de la pauvreté rurale, la différence essentielle entre Maurice et le reste de la région réside dans les principales perspectives de réduction de la pauvreté rurale, à savoir: a) la gestion durable des ressources marines, en liaison avec les questions environnementales; b) le renforcement des compétences professionnelles des ruraux pauvres et de leur aptitude à occuper des emplois dans les secteurs économiques en expansion (services, bâtiment et tourisme); c) la diversification de la

² Ces trois objectifs sont les suivants: a) renforcer les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations; b) élargir l'accès aux services financiers et aux marchés; et c) améliorer l'accès équitable aux ressources naturelles productives et à la technologie.

production agricole et le renforcement de l'intégration aux marchés; et d) la création de revenus à petite et micro-échelle, en règle générale dans le cadre d'activités non agricoles.

9. La croissance économique, tirée par les exportations, est favorisée par l'accès préférentiel au marché du sucre de l'Union européenne et confortée par le secteur manufacturier et le tourisme. Grâce au bon niveau des recettes d'exportation, le pays a disposé des moyens financiers de diversifier son économie, là encore en faveur des exportations, et de progresser dans les domaines de la santé, l'éducation, l'adduction d'eau, etc. Toutefois, il est probable que cette situation va évoluer sous l'effet de deux grands facteurs: a) la baisse des cours proposés dans le cadre du quota sucrier communautaire et b) l'érosion de la compétitivité de nombreux secteurs, en particulier le textile, confronté à l'expiration de l'accord multifibres. La difficulté consiste donc à préserver le taux de croissance de l'économie; pour y parvenir il faudra: a) augmenter la productivité et développer le capital humain; b) investir dans une deuxième génération d'activités mieux adaptées aux atouts spécifiques du pays; c) réformer la protection sociale afin de privilégier les plus nécessiteux; et d) réformer la fonction publique afin de réduire les effectifs et d'augmenter la productivité.

10. En 2003, 9,4% des actifs seulement travaillaient dans l'agriculture, contre 27,1% dans l'industrie et 14,3% dans le commerce de gros et de détail. Au cours de la période 1999-2003, l'emploi agricole a reculé de 19%, l'essentiel de cette réduction concernant le secteur sucrier. Les emplois industriels ont également reculé de 6%, la zone franche de transformation pour l'exportation étant principalement touchée. Dans ce secteur, les suppressions d'emploi se sont multipliées ces dernières années en raison de la fermeture d'entreprises textiles. Le pays a enregistré une création nette d'emplois nulle, et le taux de chômage atteint désormais près de 10%. Toutefois, en dépit de l'érosion de l'emploi manufacturier, la production industrielle progresse à un rythme soutenu de 8% par an. Les principales exportations sont l'habillement et le textile, le sucre, les fleurs coupées et la mélasse. L'emploi a progressé dans le secteur tertiaire, particulièrement dans l'hôtellerie et la restauration, le bâtiment, le commerce de gros et de détail, l'administration publique et l'enseignement. Les changements structurels qui sous-tendent cette évolution de l'emploi se sont produits aux dépens de la main-d'œuvre agricole et industrielle, qui ne dispose en règle générale pas des compétences demandées dans les secteurs en expansion.

11. Pour faire face à ces difficultés, le gouvernement a lancé son Nouveau programme d'action économique, dont les trois principaux objectifs sont les suivants: a) accroître la compétitivité; b) réunir les conditions d'un développement social et d'une cohésion sociale plus solides; et c) préserver et protéger l'environnement. Ce programme devrait permettre de mettre en place une économie diversifiée reposant sur les atouts suivants: un secteur des services hautement qualifié, des infrastructures modernes et un secteur public efficient assurant des services de qualité. Il devrait également ouvrir des perspectives pour ceux qui n'ont pas pleinement bénéficié des bons résultats économiques du pays, ainsi que pour les groupes qui ont pu souffrir des changements structurels.

12. L'incidence du VIH/sida est faible, mais le virus se propage régulièrement et cette menace doit être prise au sérieux. Actuellement, la priorité est donnée aux mesures de prévention, notamment la sensibilisation et la formation concernant le VIH/sida et d'autres questions élémentaires d'hygiène et de santé de base.

B. Secteur agricole

13. Maurice se situe dans le Sud de l'océan Indien, à 20 degrés de latitude sud. L'île principale, d'origine volcanique, est entourée d'une ceinture de récifs coralliens. La moitié de son territoire environ est cultivable, et la majeure partie est dévolue à la culture de la canne à sucre. L'agriculture ne représentait que 5 à 6% du PIB en 2001-2004. Ce secteur est en constant recul, puisqu'il est passé d'environ 30% au début des années 70 à environ 13% à la fin des années 80. Le sucre (culture, broyage et transport) représente près de 70% du PIB provenant de l'agriculture et des activités connexes. La part des cultures vivrières est d'environ 12%, et celle de l'élevage et de la production

avicole de 9%. Les 9% restants se répartissent entre la pêche, les fruits, les fleurs, les exploitations forestières, le thé et le tabac.

14. La distinction entre ménages ruraux et ménages urbains est floue. Sur l'île Maurice, si l'on excepte de Port-Louis et ses environs, la quasi-totalité de la population est villageoise et partage son temps entre l'agriculture et un emploi dans le secteur manufacturier ou les services. Il est rare que les ménages ruraux vivent exclusivement de l'agriculture. Toutefois, les communautés côtières sont généralement éloignées des zones de production sucrière et des possibilités d'emploi non-agricole, et la pêche reste le principal moyen de subsistance et la source essentielle de revenus monétaires.

15. Sur l'île Rodrigues, presque tous les ménages qui vivent en dehors de Port Mathurin sont considérés comme ruraux et vivent de l'agriculture de subsistance, de la pêche, des microentreprises et des emplois à temps partiel (essentiellement dans l'administration). Sur une population totale de 36 000 habitants, Rodrigues compte environ 12 500 actifs, dont 45% environ travaillent dans l'agriculture, la pêche et d'autres activités du secteur primaire. Dans de nombreux ménages ruraux, certains membres de la famille occupent également un emploi à temps partiel dans d'autres secteurs de l'économie. Le secteur public emploie environ 30% des actifs.

16. Il est facile d'identifier trois sous-secteurs agricoles: le sucre, l'agriculture non sucrière et l'élevage, et les produits de la mer. Le secteur sucrier accapare une grande partie des terres sur l'île Maurice, tandis qu'il est totalement absent sur l'île Rodrigues. Cette activité se répartit entre plantations et petites exploitations, ces dernières étant généralement d'une surface inférieure à un hectare. Jusqu'à présent, les efforts entrepris pour encourager la diversification du régime agricole sucrier ont donné peu de résultats. Le développement des réseaux d'irrigation, auquel le FIDA, la Banque africaine de développement et l'UE apportent leur concours, favorise les initiatives de diversification des cultures, et la chute prévisible des cours du sucre donnera un coup d'accélérateur supplémentaire à cette diversification dans le contexte du plan stratégique 2003-2007 en faveur du secteur non sucrier.

17. Sur l'île Maurice, environ 2 800 pêcheurs exercent leur activité sur le lagon côtier et en bordure du récif. Sur l'île Rodrigues, ils sont 1 900 à pratiquer la pêche, dont 750 femmes qui pêchent le poulpe sur le récif. La pêche artisanale représente environ 20% de la production. Sur ce total, on estime que la moitié environ provient du lagon, et le reste d'autres zones de pêche. Les ressources du lagon s'épuisent progressivement sous l'effet de la concurrence de la pêche de loisir à laquelle s'adonnent amateurs et touristes. À Rodrigues, la production de la pêche du poulpe diminue sous l'effet de l'épuisement de la réserve. Le gouvernement a réagi à cette baisse des captures et aux préoccupations concernant les ressources du lagon par l'adoption d'un certain nombre de mesures de réglementation de la pêche, et il s'efforce de transférer la pêche artisanale en pleine mer moyennant la mise en place de dispositifs de concentration du poisson et la modernisation des bateaux et du matériel de pêche. Tous les pêcheurs professionnels doivent être enregistrés, et une période de fermeture de la pêche a été instaurée. La pêche de loisir est en revanche, beaucoup plus difficile à régler en raison du grand nombre de pratiquants.

C. Pauvreté rurale

18. L'écart se creuse entre les ménages qui participent à l'expansion de certains secteurs de l'économie et ceux qui ne sont pas à même de le faire pour différentes raisons. Cette situation se traduit par la persistance de poches de pauvreté dans lesquelles vivent des ménages victimes de la dégradation de l'environnement, de l'évolution structurelle de l'économie et de la concurrence mondiale. Les groupes les plus vulnérables sont: a) les ménages ruraux qui vivent de la canne à sucre ou de l'emploi dans le secteur textile; b) les pêcheurs des lagons qui pâtissent des prises moins abondantes et de la concurrence des autres utilisateurs; c) les immigrants et les habitants des zones périurbaines qui n'ont pas réussi à s'intégrer sur le plan économique; d) les ménages isolés qui n'ont

pas accès aux circuits de commercialisation et aux emplois (principalement sur l'île de Rodrigues); e) les familles monoparentales peu instruites; f) les jeunes qui quittent le système scolaire sans formation dans les zones rurales; et g) les ménages victimes du VIH/sida.

19. La pauvreté rurale mauricienne n'a ni les mêmes causes ni les mêmes caractéristiques que dans les autres pays de la région: les ruraux pauvres sont les laissés pour compte de l'industrialisation, ou ceux qui risquent d'être exclus de la transition de Maurice vers l'économie postindustrielle. La pauvreté se concentre sur l'île Rodrigues, où près de 40% de la population est considérée comme pauvre, et dans plusieurs autres régions de l'île principale, où environ 10% de la population appartient à la catégorie des pauvres. On trouve d'autres poches de pauvreté plus diffuses dont la présence s'explique par la progression du chômage. Les ménages dirigés par une femme représentent une part importante des pauvres, le taux d'abandon scolaire y est beaucoup plus élevé qu'ailleurs, et les risques d'exclusion sociale sont très importants. Les Chagossiens constituent un autre groupe désavantagé; ces anciens habitants de l'archipel des Chagos (l'île de Diego Garcia notamment) ont été réinstallés à Maurice il y a environ 30 ans, et ils ne se sont jamais pleinement intégrés à la société mauricienne

20. Dans la majeure partie du pays, le niveau de vie s'est nettement amélioré. Le nombre de territoires villageois dont l'indice relatif de développement, calculé à partir des chiffres tirés du recensement de la population et du logement, est inférieur à 0,6% a reculé de 64% du total à 9% entre 1990 et 2000. Malgré cette chute remarquable, il existe toujours une minorité non négligeable de ménages très pauvres dans les campagnes. Le seuil de pauvreté de référence, soit un revenu du ménage de 6 000 MUR par mois, correspond à environ 1,40 USD par personne et par jour pour un ménage de cinq personnes.

21. Les changements structurels mettent à rude épreuve les ménages déjà pauvres, et font retomber un certain nombre d'autres familles dans la pauvreté. Sur l'île Maurice, les deux principaux facteurs en cause sont la chute prévisible des cours du sucre et les fermetures d'usines textiles. Dans ce secteur, la plupart des travailleurs étaient des femmes rurales. Les usines textiles et les sucreries ont déjà supprimé quelque 23 000 emplois (soit 4% de la main-d'œuvre totale), et cette hémorragie devrait se poursuivre. La plupart de ces suppressions d'emploi ont affecté des zones rurales, où les revenus des ménages pâtissent déjà de la chute des cours du sucre, ainsi que de la diminution des prises de poisson et de l'interdiction de l'extraction du sable dans les lagons.

22. Sur l'île Rodrigues, les caractéristiques de la pauvreté rurale sont différentes, et plus difficiles à traiter. L'île ne produit pas pour l'exportation, le tourisme y est peu développé, et l'industrie sucrière a toujours été absente. Rodrigues est largement tributaire de l'agriculture de subsistance, de l'élevage et de la pêche dans le lagon. Les villages de pêcheurs sont en danger en raison des ouragans, des tsunamis et de l'élévation du niveau de la mer. On trouve quelques petites entreprises qui fournissent essentiellement le marché local. L'agriculture est menacée par l'érosion des sols, le surpâturage, la sécheresse et les cyclones, et la pêche dans le lagon est en grande difficulté. Les taux d'abandon scolaire et de chômage sont élevés, et les plus ambitieux ont tendance à émigrer à la recherche d'une vie meilleure.

23. Le gouvernement est conscient de la nécessité de pallier l'affaiblissement potentiel du développement économique, comme il l'a montré à travers trois documents: a) "Vision 2020: Étude des perspectives à long terme du pays"; b) "Stratégie nationale pour le développement durable 1999-2005"; et c) "Programme d'action économique pour le nouveau Millénaire". Les mesures proposées consistent à poursuivre la diversification de l'économie, ce qui implique de renforcer le système éducatif, d'attirer les investissements étrangers et d'accélérer le développement du tourisme, à mettre en place des services financiers régionaux et à réaliser des investissements ciblés en faveur de la réduction de la pauvreté, comportant notamment un appui aux microentreprises et aux institutions de microfinancement. L'allocution prononcée par le Président à l'occasion de la première session de la quatrième assemblée nationale et le discours adressé par le Ministre des finances au Parlement le

30 août 2005 ont confirmé l'attachement du gouvernement nouvellement élu à la poursuite de ces objectifs.

D. Réduction de la pauvreté rurale: obstacles et perspectives

24. En raison de l'éparpillement des ménages pauvres dans les campagnes, il est difficile d'axer les mesures de réduction de la pauvreté sur des communautés spécifiques. En outre, les ménages pauvres sont généralement sans terre, ou exploitent des parcelles très petites, leur niveau d'éducation est faible et ils sont très mal armés pour s'adapter à la modernisation de l'économie. Compte tenu du niveau actuel des cours mondiaux, la culture de la canne à sucre à petite échelle n'est plus une activité rentable, et il convient d'intensifier les efforts de diversification des systèmes agricoles. Toutefois, en raison de l'étroitesse du marché intérieur et du coût élevé de l'accès aux marchés à l'exportation, il convient de choisir avec soin les perspectives de diversification et de les associer à des actions de développement des marchés. Les ménages pauvres des communautés côtières sont confrontés à des difficultés supplémentaires en raison de la surexploitation du lagon, de la concurrence entre pêche de subsistance, pêche commerciale et pêche de loisir et du développement du tourisme. Les pauvres des zones périurbaines sont particulièrement vulnérables parce qu'ils n'ont ni ressources agricoles ni ressources marines et ne disposent pas du niveau d'éducation et des compétences nécessaires pour prendre part à l'expansion du secteur commercial.

25. La capacité des institutions mauriciennes à remédier à ces problèmes est limitée en raison d'un déficit budgétaire insupportable, du ralentissement actuel de l'économie et de l'érosion de l'aide des donateurs. Les services de vulgarisation agricole ont été réorganisés, mais ils doivent relever des défis importants dans le domaine de la diversification agricole, du développement de l'irrigation et de la gestion durable des ressources marines. Le bilan des initiatives entreprises dans le domaine de la microfinance et de la microentreprise est positif bien que modeste, mais les services aux petites et moyennes entreprises (PME) sont insuffisants, et le pays manque d'ONG capables de jouer le rôle d'intermédiaires financiers.

26. À Rodrigues, la population est confrontée à des difficultés supplémentaires, notamment un isolement extrême et une offre d'emplois insuffisante dans les zones rurales, particulièrement pour les jeunes. L'assemblée régionale de Rodrigues est le seul gros employeur de l'île; l'industrie manufacturière est totalement absente, et l'essor du tourisme ne fait que commencer. En outre, la densité de population très élevée conduit à une surexploitation qui met en péril les ressources terrestres et marines; les problèmes environnementaux les plus graves sont l'érosion des sols, l'envasement du lagon et la diminution des quantités de poissons pêchés.

27. Fort heureusement, le pays dispose en revanche d'un certain nombre de perspectives de réduction de la pauvreté rurale: les ménages ruraux ont en effet la possibilité de créer des activités génératrices de revenus à l'échelon des microentreprises et des PME, et de perfectionner leurs compétences afin de bénéficier de l'augmentation des offres d'emploi dans les services, le bâtiment et le tourisme. Toutefois, pour tirer parti de ces possibilités, il faut mettre en place un programme de formation professionnelle intensif accessible aux ruraux pauvres et à la portée de toutes les bourses. Il existe également des perspectives pour les petites entreprises commerciales dans l'agriculture, l'élevage, l'aquaculture et la mariculture, car des créneaux sont à prendre sur le marché intérieur et pour l'exportation de fruits, de légumes et de fleurs d'un rapport élevé. Les conditions sont globalement réunies pour permettre l'essor des activités commerciales rurales: infrastructures et communications de qualité, forte intégration commerciale entre zones rurales et zones urbaines, réseau d'irrigation de plus en plus développé et cadre juridique et réglementaire satisfaisant.

28. Maurice dispose d'une fonction publique compétente qui fait preuve d'un solide esprit de responsabilité et de transparence, bien que l'efficacité et l'efficience soient encore perfectibles. Le pays s'est doté d'un plan d'action pour réduire la pauvreté bien défini, ainsi que d'un mécanisme

d'appui au développement des communautés et aux microentreprises par l'intermédiaire du FFISGV. Le FIDA a la possibilité d'apporter une valeur ajoutée à d'autres initiatives de réduction de la pauvreté rurale, comme par exemple le Programme de coopération décentralisée d'un montant de 13,5 millions de EUR (16,3 millions de USD) financé par l'Union européenne en faveur de l'appui au développement des communautés et des microentreprises, qui sera mis en œuvre sur une période de quatre ans en faisant appel à des acteurs non étatiques, ONG, organisations à assise communautaire (OAC), syndicats et conseils villageois par exemple.

29. À Rodrigues, les besoins en matière de réduction de la pauvreté rurale sont plus importants, mais les solutions sont plus difficiles à trouver, et la gestion des ressources marines pose un problème qu'il convient de traiter de toute urgence afin de protéger un environnement exceptionnel. Cela étant, la cohésion sociale et communautaire est excellente, et il existe un certain nombre de microentreprises qui réussissent et d'initiatives de développement communautaire qu'il est possible de développer ou de reproduire. Les possibilités d'activités rémunératrices sont limitées en raison de l'étroitesse du marché local, mais l'immensité du lagon offre des perspectives de production d'un rapport élevé dans le domaine de la mariculture et de la culture des algues. L'administration régionale, désormais bien en place, s'est attelée à l'élaboration d'un Plan de développement intégré durable qui servira de cadre aux initiatives de réduction de la pauvreté rurale.

E. Stratégie nationale de réduction de la pauvreté

30. L'élément central du présent COSOP est l'appui à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et la mise en œuvre de la stratégie nationale de réduction de la pauvreté formulée par le gouvernement à travers trois documents: le Nouveau programme d'action économique, le Plan d'action pour atténuer la pauvreté et la version provisoire du Programme d'action économique pour le nouveau Millénaire. Il existe de nombreuses convergences entre la stratégie du gouvernement et le cadre stratégique du FIDA pour 2002-2006, qui met l'accent sur les partenariats entre les pouvoirs publics, les institutions de développement et les ONG afin de mettre en place les conditions dans lesquelles les pauvres peuvent, grâce à leur propres talents et compétences, trouver les moyens de sortir de la pauvreté. Le gouvernement a fait appel à trois principaux instruments pour réaliser sa stratégie de réduction de la pauvreté rurale.

- Le FFISGV a été créé en 1999; doté d'un budget total de 500 millions de MUR (17,9 millions de USD), il a pour mission d'atténuer la pauvreté partout où elle existe. Il appuie des projets à assise communautaire dont la mise en œuvre fait appel à des ONG et des OAC et gère un dispositif de microcrédit et un dispositif de prêt afin d'aider les étudiants issus de familles pauvres. Ce fonds dispose d'un réseau d'agents locaux et d'animateurs sociaux; en décembre 2004, il avait approuvé des projets d'une valeur de 302 millions de MUR.
- Le programme de microprojets en faveur de l'atténuation de la pauvreté financé par l'Union européenne, qui devait au départ se dérouler sur une période de trois ans comprise entre septembre 1999 et août 2002, a été prolongé de deux ans et s'est achevé en août 2004. Ce programme était axé sur trois secteurs d'intervention: a) les infrastructures sociales; b) les activités génératrices de revenus; et c) l'appui à l'éducation et à la formation professionnelle et le renforcement des capacités. Le budget total de ce programme s'élevait à 3,8 millions de EUR (4,9 millions de USD), sous forme de dons et de microcrédits.
- Le PDR du FIDA (voir la section III ci-dessous).

III. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE DU FIDA DANS LE PAYS

31. Maurice est devenu membre du FIDA en 1979. Depuis cette date, le Fonds a appuyé deux interventions. Le projet de développement de l'agriculture à petite échelle a pris fin en 1991, financé par un prêt d'un montant de 5,2 millions de droits de tirage spéciaux (DTS), il a été intégralement décaissé. L'évaluation rétrospective a conclu que le projet avait obtenu de bons résultats et apporté une contribution substantielle à l'amélioration des conditions de vie du groupe cible. Elle formulait les remarques suivantes: a) le groupe cible est éparpillé dans tout le pays; cette situation impose de faire appel à des critères de ciblage spécifiques pour que ce soient les pauvres qui bénéficient des interventions; b) pour obtenir des résultats durables, il convient de faire participer activement les bénéficiaires à toutes les étapes du cycle du projet; c) il faut faire appel à des ONG et à d'autres intermédiaires financiers pour accompagner le travail de la Banque de développement de Maurice; et d) il convient de mettre en place un cadre de suivi et d'évaluation reposant sur la participation des bénéficiaires du programme.

32. Le PDR est entré en vigueur en avril 2000, et doit s'achever en juin 2006. Le coût total de ce projet s'élève à 16,6 millions de USD, et il est financé par un prêt du FIDA à hauteur de 8,2 millions de DTS, complété par les contributions du gouvernement et des bénéficiaires. Il ressort de l'examen à mi-parcours réalisé en 2004 que le rythme de mise en œuvre est en retard sur les prévisions; cet examen souligne également le fait que, au bout de quatre ans, aucun système de suivi et d'évaluation n'avait été mis en place. En revanche, le respect des procédures de rapport et d'audit financier est satisfaisant. Le taux de décaissement a atteint 43%, et la composante relative à l'irrigation, qui avait pris beaucoup de retard, se déroule désormais de manière satisfaisante. Le taux de décaissement devrait atteindre 80% d'ici à la date d'achèvement prévue. La mise en place du système de suivi et d'évaluation est en cours, mais la composante relative aux microentreprises et à la microfinance présente toujours des difficultés, et les retards subsistent pour un certain nombre d'autres activités. L'examen à mi-parcours a conclu que: "l'impact du PDR est nettement sensible, mais il est nécessaire de conforter la dynamique déjà créée par la mise en place de services adaptés et de structures de soutien, afin de consolider les acquis. Compte tenu de ce qui précède, la poursuite du PDR se justifie d'un point de vue social et économique".

33. Les principaux enseignements tirés dans le cadre de cet examen à mi-parcours sont les suivants: a) le ciblage et la sélection des groupes cibles ont été réalisés conformément au rapport de préévaluation, mais il convient d'envisager une intégration aval et amont afin d'assurer la viabilité des activités; b) des problèmes de commercialisation ont affecté la performance du portefeuille de microcrédits; il convient d'engager des études de marché et d'en communiquer les résultats aux microentrepreneurs afin d'assurer la pérennité des investissements; c) le taux de renouvellement rapide du personnel du projet a gêné sa mise en œuvre; il convient de donner la priorité absolue à la formation du personnel, au renforcement des capacités et au recyclage, et d'aligner les traitements et indemnités du personnel sur les prix du marché; d) les organismes chargés de l'exécution ont mis un certain temps à acquérir les compétences nécessaires à la mise en œuvre de projets de réduction de la pauvreté rurale; à l'avenir, il faudra prévoir un appui au renforcement de leurs capacités afin de faire en sorte que la mise en œuvre des projets respecte le calendrier prévu; et e) il convient d'accorder une attention particulière à Rodrigues, et de résoudre les problèmes que l'île rencontre – manque de personnel, moyens insuffisants et problèmes de transferts de fonds – afin que les interventions puissent obtenir tout l'impact voulu.

34. Le présent COSOP prend également acte d'un certain nombre d'enseignements à caractère général dont il conviendrait de tenir compte pour concevoir une stratégie de réduction de la pauvreté rurale à laquelle le FIDA apporterait son appui. Il s'agit notamment: a) de l'importance que revêt la gestion durable des ressources marines pour préserver les moyens de subsistance des communautés côtières, l'avenir du tourisme et la biodiversité; b) de l'importance de la formation professionnelle pour améliorer l'aptitude à l'emploi de la majorité des ruraux pauvres qui ne sont pas attirés par la

création d'entreprises; c) de la nécessité de poursuivre le travail de mise en place d'un système de microfinance durable; et d) du constat selon lequel le développement de l'irrigation ne constitue pas un instrument de réduction de la pauvreté particulièrement efficace, en raison du coût très élevé des investissements.

35. Le plus important des enseignements tirés est la nécessité de concevoir des projets d'investissement très ciblés comportant un nombre de composantes et d'agences d'exécution plus gérable; les responsabilités devront être clairement partagées, et la mise en œuvre devra se dérouler dans le cadre des structures et procédures habituelles de l'État. À cet égard, le COSOP prend acte de la préférence du gouvernement, qui souhaite s'orienter vers un mécanisme de financement sous forme d'appui budgétaire sectoriel, comme c'est désormais le cas dans le cadre des programmes de la Banque mondiale et de l'UE. Ce mode de financement s'accorderait également bien avec l'évolution vers un système de dotations budgétaires reposant sur un cadre budgétaire sectoriel à moyen terme.

IV. CADRE STRATÉGIQUE DU FIDA

A. Créneau stratégique du FIDA et axes d'intervention proposés

36. **Axe stratégique:** le FIDA et le gouvernement s'orientent vers une nouvelle forme de partenariat qui s'écarte du modèle habituellement appliqué dans les pays à faible revenu, qui avait jusqu'à présent prévalu à Maurice. Cette évolution prend acte des éléments suivants: a) Maurice dispose désormais de ressources intérieures non négligeables pour faire face à la pauvreté rurale et b) le financement sous forme de projets est probablement appelé à occuper une place moins importante dans le cadre du nouveau modèle d'intervention du FIDA, dont l'approche programmatique globale fait appel à une gamme d'instruments plus diversifiée. Le présent COSOP met l'accent sur les domaines d'intervention prioritaires et propose que le FIDA s'oriente vers une approche plus différenciée, reposant notamment sur la concertation sur les politiques publiques, la gestion et le partage des savoirs, ainsi qu'à la construction de partenariats.

37. Le COSOP définit les domaines dans lesquels le FIDA est en mesure d'apporter une valeur ajoutée aux mesures et programmes adoptés par le gouvernement pour réduire la pauvreté rurale grâce à l'expérience acquise et aux enseignements tirés dans le cadre d'autres petits États insulaires en développement. Rodrigues occupera une place importante où l'incidence de la pauvreté est la plus forte, sans que soient pour autant négligées les poches de pauvreté qui subsistent sur l'île Maurice, où vivent le plus grand nombre de ruraux pauvres. La **finalité** consiste à contribuer à améliorer les moyens d'existence et les revenus des ménages ruraux pauvres sur l'île Rodrigues et dans certains territoires villageois de l'île Maurice les plus durement frappés par la pauvreté. Pour atteindre ce but global, l'**objectif** fixé consiste à aider les ménages ruraux pauvres à s'adapter à la restructuration de l'économie et à en tirer parti en améliorant leur capacité à prendre part aux secteurs en plein essor de l'économie mauricienne.

38. **Cibler les ruraux pauvres:** l'axe stratégique proposé part du constat suivant: si de nombreuses mesures utiles peuvent être prises pour atténuer la pauvreté rurale, pour exploiter le potentiel qu'elles représentent, il faut concevoir des modalités de mise en œuvre adaptées aux besoins des parties prenantes. Ces besoins, et les moyens de les prendre en compte, sont très différents d'un endroit du pays à l'autre, ce qui nécessite d'adopter une approche permettant de faire appel à différents instruments en fonction des circonstances. Les femmes et les jeunes en particulier sont surreprésentés dans les domaines prioritaires et parmi les groupes en difficulté identifiés ci-dessous, et les initiatives spécifiques prises pour aider les nombreux travailleurs du textile victimes de suppressions d'emploi bénéficieront essentiellement à des femmes. Par ailleurs, Rodrigues doit bénéficier d'un programme différent de celui de l'île Maurice, car les causes et les caractéristiques de la pauvreté rurale ne sont pas les mêmes, et les possibilités offertes et l'organisation administrative sont elles aussi différentes.

39. Les stratégies utilisées pour cibler les ruraux pauvres seront les suivantes: a) sélectionner des territoires villageois et des petits groupes de population qui comptent un grand nombre de ménages pauvres; b) cibler des zones dans lesquelles les ménages courent le risque très réel de glisser dans la pauvreté en raison des suppressions d'emploi dans l'industrie manufacturière ou de l'érosion des revenus tirés du sucre ou de la pêche; et c) faire appel à des mécanismes d'autociblage comme par exemple l'alphabétisation de base ou la formation professionnelle, qui sont plus susceptibles d'intéresser les pauvres que la population moins défavorisée. On dispose de sources d'information relativement bonnes pour identifier les groupes les plus vulnérables, et les études socioéconomiques récentes ou en cours concernant les anciens travailleurs du textile et les petits cultivateurs de canne à sucre contiennent de nouvelles informations précieuses pour affiner le processus de ciblage. Le présent COSOP propose également une initiative importante concernant le milieu marin, qui constitue un aspect essentiel pour les moyens de subsistance des communautés côtières et le maintien de la biodiversité.

40. Les **domaines prioritaires** définis par le COSOP pour faire face à la pauvreté rurale à Maurice et Rodrigues sont les suivants:

Domaines prioritaires	Groupe concerné
<ul style="list-style-type: none"> • Persistance d'un pourcentage de pauvreté élevé sur l'île Rodrigues et dans les territoires villageois les plus pauvres de l'île Maurice. 	<ul style="list-style-type: none"> • Ménages disposant d'un revenu inférieur à 6 000 MUR par mois sur l'île Rodrigues et dans les territoires villageois dont l'indice de développement relatif est le plus bas; environ 25 000 ménages relèvent de ces deux catégories.
<ul style="list-style-type: none"> • Suppression d'emplois industriels dans les zones rurales et progression du chômage. 	<ul style="list-style-type: none"> • Travailleurs du textile (femmes essentiellement) et de sucreries dont les emplois ont été supprimés et qui vivent dans les campagnes, ainsi que leurs familles. À ce jour, plus de 20 000 ménages ont été touchés par les suppressions d'emploi.
<ul style="list-style-type: none"> • Communautés côtières fortement tributaires des ressources marines du littoral. 	<ul style="list-style-type: none"> • Pêcheurs pratiquant la pêche artisanale et la pêche commerciale à petite échelle et leurs familles, y compris environ 750 femmes de l'île Rodrigues menacées par les projets de réglementation de la pêche du poulpe. • Environ 3 000 ménages qui travaillaient auparavant dans l'extraction du sable des lagons.
<ul style="list-style-type: none"> • Érosion des cours du sucre entraînant un effritement des revenus des petits cultivateurs de canne à sucre. 	<ul style="list-style-type: none"> • Environ 30 000 petits planteurs de canne à sucre et leurs familles; beaucoup sont également victimes des suppressions d'emploi dans le secteur manufacturier.

41. **Axes proposés:** afin de s'attaquer à ces problèmes prioritaires, le présent COSOP propose trois principaux axes: a) atténuer la pauvreté en améliorant la gestion des ressources marines; b) appuyer la mise en œuvre du plan stratégique élaboré par le pays en faveur du secteur non sucrier; et c) assurer une formation technique et professionnelle afin d'améliorer les perspectives d'emploi des ménages pauvres et vulnérables. De plus amples détails concernant ces axes sont donnés à la section IV B ci-dessous.

42. **Aspects environnementaux:** Maurice est un petit pays densément peuplé, confronté à des problèmes importants en matière de gestion environnementale. Le milieu le plus gravement menacé est le lagon qui entoure les deux îles principales. Il s'agit d'un atout vital pour le tourisme, et il est indispensable aux moyens d'existence de la plupart des habitants de la côte, pour lesquels il est urgent de créer de nouvelles sources de revenus. Le lagon de Rodrigues est également menacé par l'envasement et la surpêche, et il est nécessaire de limiter la pêche du poulpe, qui constitue une source importante de revenus. Si cette mesure est prise, il faudra proposer aux communautés côtières pauvres de nouveaux moyens d'existence plus durables, notamment la pisciculture ou la culture des algues dans le lagon, éventuellement en association avec l'écotourisme.

B. Principales possibilités d'innovation et d'intervention dans le cadre des projets

43. Dans les domaines prioritaires identifiés ci-dessus, un certain nombre de pistes d'action sont envisageables, dont certaines sont déjà exploitées. Pour **l'île Maurice**, ces possibilités sont les suivantes: a) établir des liens entre les ménages ruraux pauvres et les secteurs en expansion de l'économie (tourisme, bâtiment et services) afin de pallier l'assombrissement des perspectives dans l'agriculture, la pêche et les industries manufacturières rurales; b) appuyer la création de microentreprises, notamment dans le domaine de la microfinance et des services d'appui au développement des entreprises; c) appuyer le développement des PME rurales afin d'offrir des emplois aux ménages pauvres; d) assurer une alphabétisation fonctionnelle et une formation professionnelle afin de permettre aux ruraux pauvres d'acquérir des compétences qui leur permettront de trouver plus facilement des emplois dans les secteurs en expansion que sont les PME, le tourisme, le bâtiment et les services; e) diversifier les moyens d'existence des ruraux au-delà de l'agriculture et de la pêche en leur permettant d'acquérir les compétences nécessaires pour s'intégrer aux secteurs en expansion de l'économie mauricienne; f) renforcer les capacités au sein des établissements de formation professionnelle et de microfinance ou de financement des PME, ainsi que chez les prestataires de services de développement des entreprises dans les zones rurales; g) appuyer les OAC afin de mettre en place des conditions plus favorables aux entreprises rurales créatrices de revenus et à l'emploi non agricole; h) regrouper les petites exploitations de canne à sucre qui ne sont plus viables sur le plan commercial; et enfin i) diversifier l'économie rurale dans les régions sucrières afin d'ouvrir de nouvelles perspectives d'emploi pour les petits cultivateurs de canne à sucre, notamment en s'orientant vers l'agriculture à temps partiel.

44. Sur **l'île Rodrigues**, les causes et les caractéristiques de la pauvreté rurale ne sont pas les mêmes, et il convient de faire appel à d'autres stratégies de réduction de la pauvreté. Celles-ci s'inscrivent dans le cadre du Plan de développement intégré durable de Rodrigues qui a récemment été lancé par les pouvoirs publics de l'île avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le développement. Outre les stratégies déjà proposées pour l'île Maurice, les stratégies envisageables à Rodrigues sont les suivantes: a) élaborer un programme intégré concernant les moyens d'existence des ruraux et la gestion de l'environnement; ce programme en faveur des ressources marines de Rodrigues encouragerait un certain nombre d'activités comme la mariculture ou la culture des algues dans les eaux du lagon et la pêche en pleine mer; b) relancer l'initiative concernant la microfinance et les microentreprises en exploitant l'expérience concluante de la précédente intervention du Programme des Nations Unies pour le développement en faveur de la microfinance, ainsi que les enseignements tirés du volet du PDR consacré à la microfinance; et c) élaborer des programmes spécialement destinés aux jeunes qui viennent de terminer leurs études afin de les aider à identifier des possibilités de travail indépendant et à acquérir les compétences qui leur permettront de réussir.

45. **Instruments disponibles:** de nombreux instruments de réduction de la pauvreté rurale sont déjà utilisés à Maurice et à Rodrigues, ou pourraient y être déployés ou renforcés dans le cadre de la stratégie du FIDA pour le pays. On trouvera ci-dessous la liste des instruments dont l'utilisation est envisageable:

- poursuite de l'appui au développement des communautés et au développement de la microfinance et des microentreprises, éventuellement par le canal du FFISGV;
- programmes de formation technique et professionnelle à l'intention des ménages pauvres et des travailleurs victimes de suppressions d'emplois industriels afin d'améliorer leur aptitude à occuper un emploi et leurs compétences en gestion d'entreprise;
- programmes d'accompagnement (par exemple forums de recrutement) pour les ruraux qui travaillent dans des entreprises industrielles menacées de restructuration ou de fermeture;

- renforcement des capacités des prestataires de services de développement des entreprises afin d'appuyer les PME et les microentreprises rurales;
- mise en place d'un environnement favorable à l'emploi des ruraux pauvres (informations concernant les postes vacants, transports publics, garde d'enfants, etc.)
- mise en place d'un environnement plus porteur pour les microentreprises et PME rurales (procédures d'enregistrement, guichets uniques, services financiers, informations sur les marchés, télécommunications, etc.);
- sensibilisation des communautés à la notion de microentreprises dans le cadre de la formation de formateurs et des programmes d'enseignement secondaire;
- études de faisabilité, plans de développement et programmes pilotes afin de tester de nouvelles activités génératrices de revenus et d'en faire la démonstration (par exemple, culture des algues à Rodrigues); et
- renforcement des services de recherche et de vulgarisation, dons d'un montant modeste à l'appui de la diversification des cultures et création d'associations d'irrigants pour les petits cultivateurs de canne à sucre.

46. **Interventions envisageables:** compte tenu des activités déjà financées par les donateurs et les pouvoirs publics dans le domaine de la microfinance, du développement des microentreprises et du développement communautaire, la poursuite du concours du FIDA dans ces domaines ne se justifie pas, une fois le Programme de diversification rurale achevé. En revanche, les trois principales possibilités d'intervention suivantes ont été identifiées:

47. Un programme intégré concernant la **gestion des ressources marines et les moyens de subsistance** en faveur des communautés côtières menacées par la surexploitation et la pollution du milieu marin. Cette intervention pourrait concerner à la fois l'île Maurice et l'île Rodrigues. Les activités envisageables dans le cadre d'un tel programme pourraient consister à :

- expérimenter des moyens innovants de tirer des revenus des lagons, notamment la production et la transformation d'algues et la mariculture en nasses;
- aider les pêcheurs à passer à la pêche en pleine mer et les former à la gestion durable de la pêche;
- adopter des mesures spécifiques pour aider les personnes touchées par l'interdiction de l'extraction du sable et la fermeture de la pêche du poulpe envisagée sur l'île Rodrigues;
- renforcer les capacités de réglementation et de contrôle de l'utilisation durable des ressources marines, notamment les plages, les lagons et les récifs;
- produire et lâcher des alevins afin de reconstituer la réserve halieutique appauvrie du lagon;
- lancer de nouveaux programmes de formation technique et professionnelle afin de permettre aux habitants des communautés côtières d'améliorer leurs chances d'obtenir un emploi dans le secteur des loisirs et du tourisme du littoral;
- améliorer la gestion des déchets solides et liquides afin de réduire la pollution du milieu côtier;

- apporter des solutions aux conflits sur l'utilisation des ressources marines qui opposent les pratiquants de la pêche artisanale, commerciale et de loisir et les exploitants d'entreprises touristiques;
- développer l'écotourisme marin afin de préserver la biodiversité et de proposer des alternatives à l'exploitation consumériste de la vie marine; et
- désenvaser les zones du lagon les plus touchées et prévenir les nouveaux dégâts liés à l'envasement.

48. Appui à la mise en œuvre effective du **plan stratégique en faveur du secteur non sucrier** adopté par le gouvernement pour accélérer la diversification des systèmes agricoles sucriers. Ce plan identifie un grand nombre de possibilités susceptibles de contribuer à maintenir les revenus agricoles face à l'érosion des cours du sucre, mais bon nombre de ces solutions n'ont encore pas été expérimentées et démontrées en zone rurale. Jusqu'à présent, on constate une réticence à abandonner le sucre, par crainte des risques liés au changement et en raison des préoccupations concernant la commercialisation et les prix. Mais la situation devient critique, et il existe un risque très réel de voir les petits cultivateurs de canne à sucre sombrer dans la pauvreté s'ils ne commencent pas rapidement à diversifier leur production. La mise en place d'un dispositif de subvention en faveur de la diversification agricole serait un instrument utile qui permettrait de réduire les risques que comporte l'expérimentation d'activités de production et de commercialisation mal connues. Dans le cadre de ce dispositif, on pourrait accorder aux ONG, OAC, associations d'irrigants, etc., des petites subventions afin qu'elles testent de nouvelles activités de culture et d'élevage et en fassent la démonstration, et qu'elles mettent au point des accords de commercialisation. Rodrigues ne dispose pas d'un secteur sucrier, mais ce plan concerne également la diversification de l'agriculture de cette île.

49. **Programme de formation technique et professionnelle** afin d'améliorer les perspectives d'emploi des ménages pauvres et vulnérables, en particulier ceux qui sont victimes des suppressions d'emploi intervenues dans le secteur manufacturier et dans celui de la transformation du sucre. Pour y parvenir, il faudrait adopter une nouvelle approche de la formation professionnelle, car celle-ci est pour l'instant dispensée sous forme d'études à plein temps dans des centres de formation gérés par le Conseil de la formation industrielle et professionnelle. Cette nouvelle approche pourrait reposer sur les actions suivantes:

- étudier le marché de l'emploi pour repérer les types d'emploi que pourraient occuper d'anciens travailleurs du textile ou des paysans à temps partiel après avoir suivi une formation complémentaire ou un recyclage;
- mettre au point des programmes de formation technique adaptés aux personnes peu instruites, qui apprendraient à lire, et écrire compter le cas échéant;
- assurer la formation dans les campagnes grâce à des unités mobiles³ afin de proposer des sessions de formation à temps partiel de courte durée laissant aux stagiaires le temps de poursuivre les autres travaux domestiques et agricoles;
- informer les employeurs de l'existence de personnes formées et aider les stagiaires à trouver un emploi à l'issue de leur formation; et

³ Le Conseil de la formation industrielle et professionnelle dispose déjà d'une unité mobile de formation et prévoit d'en acquérir cinq de plus, mais il n'est pas en mesure de satisfaire la demande de formation dans les zones rurales.

- aider les communautés rurales à accéder au marché du travail moyennant des investissements dans les structures de garde d'enfants, les télécommunications et les transports.

50. **Résultats escomptés:** le FIDA escompte que l'appui apporté aux initiatives de réduction de la pauvreté prévues par le gouvernement ou déjà engagées permettra aux interventions proposées d'obtenir les résultats suivants:

- renforcement de la protection du milieu marin et réduction durable de la pauvreté rurale dans les villages de pêcheurs et les poches de grande pauvreté qui subsistent, l'accent étant mis sur Rodrigues et les zones les plus touchées par les suppressions d'emploi dans l'industrie manufacturière;
- aide à la diversification en faveur des paysans notamment les petits cultivateurs de canne à sucre, afin qu'ils se tournent vers des activités de culture et d'élevage d'un meilleur rapport;
- aide en faveur des hommes et des femmes des ménages les plus pauvres de Rodrigues et de Maurice afin qu'ils puissent se doter des compétences et les autres actifs nécessaires pour obtenir des emplois ou créer des microentreprises rurales prospères; et
- améliorer leur aptitude à l'emploi ou leurs compétences en gestion d'entreprises et recycler les travailleurs du textile victimes de suppressions d'emploi (principalement des femmes).

C. Possibilités de mobilisation et de partenariat avec les ONG et le secteur privé

51. On assiste au développement des possibilités d'améliorer les liens avec les organisations du secteur privé – banques, établissements de microfinance, compagnies d'assurances, mutuelles de crédit, autres intermédiaires financiers, fournisseurs d'intrants, associations d'irrigants, ONG et OAC – afin d'encourager l'investissement privé dans les zones rurales. Le développement de l'investissement dans les PME rurales se traduira par une amélioration des possibilités d'emploi au sein du groupe cible. Parallèlement, les actions engagées pour resserrer les liens entre les entreprises rurales agricoles et non agricoles au sein de la chaîne logistique reposeront sur la participation d'un certain nombre d'acteurs potentiels, parmi lesquels les petits commerçants ruraux ainsi que les moyennes et grandes entreprises commerciales. À titre d'exemple de ce type de collaboration, on peut citer les intermédiaires du commerce équitable et de l'agriculture biologique, les commerçants qui vendent des fleurs coupées et les entreprises de transformation et de traitement des algues. Puisqu'il existe un secteur commercial relativement bien développé, les perspectives de transfert au secteur privé des biens et services actuellement fournis par le secteur public se développent également.

D. Possibilités de collaboration avec d'autres donateurs et institutions

52. Le petit nombre de donateurs qui opèrent actuellement à Maurice et la tendance à privilégier l'appui budgétaire sectoriel rendent la coordination de l'aide relativement simple. La gestion de l'ensemble des programmes bénéficiant d'un financement international sont gérés par le Ministère des finances et du développement économique. Chaque programme ou projet dispose de son propre comité de direction. Dans la plupart des cas, le directeur général du ministère y siège, ou les préside, ce qui le place dans une position idéale pour coordonner les activités bénéficiant d'un financement extérieur.

53. Avec le futur programme de coopération décentralisée de l'UE et la poursuite des activités du PDR et du FFISGV, le développement de la microentreprise et les infrastructures communautaires bénéficieront d'un appui suffisant. Au total, ces programmes apporteront environ 8 millions de USD par an sous forme de prêts et de dons transitant par des ONG et OAC. Bien que ces programmes ne

ciblent pas spécifiquement les zones rurales, ils sont axés sur la pauvreté, et il s'agit d'une source de financement très solide qui complétera les interventions du FIDA envisagées dans le domaine de la gestion des ressources marines, de la diversification des cultures et de la formation technique et professionnelle.

54. La planification de l'appui à Rodrigues sera effectuée en relation avec le Plan de développement intégré durable en faveur de l'île. Ce plan part du principe qu'il est possible de favoriser la croissance économique tout en préservant et en améliorant la qualité de l'environnement, dans le cadre d'un schéma de développement plus durable. L'objectif poursuivi consiste à planifier le développement de manière intégrée afin de favoriser la création d'emplois, la réduction de la pauvreté, l'amélioration des conditions de vie et l'utilisation durable des ressources naturelles. Ce travail poursuivra un double objectif: a) élaborer une stratégie et un plan d'action, et b) mettre en place une unité de planification économique et de suivi solide, qui sera chargée de mettre en œuvre ce plan, puis d'assurer le suivi de la démarche de développement durable et d'en rendre compte.

55. Le COSOP cadre également bien avec le Programme d'action pour le développement durable des petits États insulaires en développement, qui propose un canevas permettant de répondre aux difficultés spécifiques auxquelles sont confrontés ces pays et de prendre en compte les aspects économiques, sociaux et environnementaux indispensables au développement durable. À l'occasion de la réunion organisée en janvier 2005 à Maurice pour examiner le programme d'action, les participants ont rédigé une déclaration réaffirmant la validité de ce programme, et notamment l'accent qu'il place sur la gouvernance et le renforcement des capacités, les ressources humaines, le commerce, la biodiversité et l'utilisation durable des ressources marines et terrestres, ainsi que les questions d'identité culturelle et de santé.

56. Le COSOP prend également en compte les principaux axes du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), qui comprend le Programme de développement agricole global de l'Afrique. Celui-ci fixe les grandes lignes de l'action du partenariat dans le domaine de l'agriculture, et dessine le cadre général du développement agricole et rural. En janvier 2005, le Centre d'investissement de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a élaboré, à la demande du NEPAD, un plan d'investissement national à moyen terme en faveur du secteur agricole mauricien qui identifie six projets d'investissement prometteurs: a) diversification agricole (transformation et commercialisation intégrées); b) système d'information agricole de Maurice; c) projet de gestion durable de la terre et de l'eau; d) projet de développement communautaire et d'atténuation de la pauvreté; e) institut des biotechnologies agricoles de Maurice; et f) renforcement des moyens de production agroalimentaire de Rodrigues. Parmi ces thèmes de projets, nombreux sont ceux qui correspondent aux objectifs du COSOP et pourraient être développés avec l'appui du FIDA.

57. Dans le cadre de sa Stratégie d'aide-pays, la Banque mondiale apporte un soutien budgétaire en faveur de la mise en œuvre du Nouveau programme d'action économique, notamment sous forme de prêts en faveur de la réforme du secteur public dont le calendrier est calqué sur le cycle budgétaire de l'État. En revanche, les prêts en faveur de projets spécifiques sont en voie d'extinction. L'Union européenne s'oriente elle aussi vers un soutien sectoriel dans le cadre d'un accord de financement d'un montant de 29,9 millions récemment signé en faveur du traitement des eaux usées, qui complèterait les initiatives appuyées par le FIDA dans le domaine de la gestion des ressources marines.

E. Domaines de concertation

58. **Gestion des ressources marines:** la proposition tendant à axer le soutien du FIDA sur la gestion des ressources marines et les moyens de subsistance soulève des problèmes complexes liés aux interactions entre politique environnementale, politique de développement et politique sociale. Les problèmes de gestion de l'environnement ont également un impact sur les moyens d'existence des ménages ruraux, de même que l'essor du secteur du tourisme, qui repose en grande partie sur les

beautés de la nature. L'utilisation des plages, des lagons et des récifs soulève des problèmes particulièrement complexes. Les communautés côtières sont parmi les plus pauvres de Maurice, mais elles sont confrontées à la concurrence de plus en plus vive du tourisme et de la pêche commerciale et de loisir, ainsi qu'à la plus grande sévérité des réglementations visant à prévenir la surexploitation. Dans le cadre des actions entreprises pour aider ces communautés, il convient de distinguer clairement les outils d'aide sociale et les mesures visant à stimuler la production de revenus et l'emploi. Parallèlement, l'envasement du lagon et la qualité de ses eaux, qui pâtit des rejets d'eaux usées, soulèvent un certain nombre de questions. La gestion de l'environnement marin est particulièrement importante sur l'île Rodrigues, où les communautés de pêcheurs disposent de peu de solutions de rechange pour se procurer des revenus.

59. Le second domaine de concertation est **la microfinance** et le développement des microentreprises et petites entreprises. Dans l'ensemble, le bilan des fonds de microfinancement et des opérations de développement de microentreprises et de petites entreprises laisse jusqu'à présent à désirer. Dans ces domaines⁴, l'expérience que le FIDA s'est forgée dans le monde entier pourrait apporter une contribution précieuse à l'élaboration des politiques à Maurice; par ailleurs, il existe un potentiel de synergie entre la politique de développement de la microfinance et des microentreprises et petites entreprises et la sphère environnemento-économico-sociale: par exemple, les activités génératrices de revenus qui pourraient bénéficier d'un appui dans le cadre des opérations proposées intéressant les ressources marines et le plan stratégique en faveur du secteur non sucrier nécessiteront la mise en place de dispositifs facilitant l'accès au financement, sous une forme ou sous une autre, afin d'atteindre les couches les plus pauvres de la population rurale.

F. Mesures à prendre pour améliorer la gestion du portefeuille

60. Dans le cadre du PDR, le travail prévu se poursuit, et les agences d'exécution continuent à intégrer aux opérations en cours les activités relevant du programme. Le FIDA appuie également le travail entrepris afin de mettre en place un système de suivi et d'évaluation simple et fonctionnel, et il aidera les agences d'exécution du PDR à enrichir leur expérience de la gestion de programmes de réduction de la pauvreté rurale.

G. Cadre provisoire pour les opérations de prêt et programme de travail évolutif

61. **Passage à un nouveau programme:** le gouvernement et les parties prenantes ont fait savoir que leur préférence allait à l'initiative en faveur de la gestion des ressources marines et des moyens de subsistance, l'accent étant mis sur Rodrigues; dans le cadre de cette intervention, on pourrait également intégrer certains aspects du plan stratégique en faveur du secteur non sucrier⁵. Un certain nombre des composantes éventuelles de ces initiatives peuvent être considérées comme des prolongements des activités en cours dans le cadre du PDR. Il serait utile de commencer à expérimenter la diversification des cultures d'ici à l'achèvement du PDR en travaillant dans le cadre des associations d'irrigants des réseaux d'irrigation relevant de ce programme. Les essais pilotes des techniques de mariculture dans le lagon de Rodrigues pourraient également de préparer utilement l'adoption plus large de ces possibilités dans le cadre d'un nouveau programme bénéficiant du concours du FIDA. Il a également été convenu que le PDR prendrait des mesures pour appuyer l'expérimentation ciblée de plusieurs options prometteuses de diversification des cultures et de mariculture d'ici à l'achèvement du programme.

⁴ Se référer aux documents du FIDA intitulés "Politique du FIDA en matière de finance rurale" (2004) et "La politique du FIDA relative aux entreprises rurales" (2004).

⁵ Compte tenu du regroupement récent du Ministère de l'agriculture et de celui de la pêche, ces initiatives seraient désormais circonscrites à un seul ministère, ce qui permettrait d'éviter la plupart des problèmes de coordination rencontrés dans le cadre du PDR.

62. **Ressources du FIDA:** les ressources que le FIDA sera en mesure d'apporter seront vraisemblablement limitées, ce qui autorise à penser que a) la participation sous des formes autres que les projets (concertation, mise en commun des informations, etc.) pourrait prendre une large place dans les relations à venir et b) il pourrait être indiqué d'envisager des modalités de financement dans le cadre desquelles le gouvernement serait le principal partenaire (en termes de montant), tandis que le rôle du FIDA serait moins important qu'à l'habitude. Le montant des ressources que le FIDA pourra apporter sera déterminé en application du système d'allocation fondé sur la performance⁶. Un premier classement a été effectué en 2004 et réexaminé en 2005 dans le cadre du processus d'élaboration du COSOP. Les ressources qu'apporterait le FIDA en application du système d'allocation sont considérées comme un scénario de financement plancher, et la mise en œuvre de scénarios tablant sur un financement d'un montant moyen ou supérieur dépendra des possibilités de cofinancement. Le FIDA fera tout ce qui est en son pouvoir pour faciliter la recherche de partenaires de cofinancement; il faut également tenir compte de ce que le gouvernement dispose de plus de moyens que les autres pays de la région pour financer une partie des coûts d'un projet ou d'un programme. Parmi les cofinanceurs éventuels, on peut citer le Fonds pour le développement international de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, le Fonds pour l'environnement mondial et le FFISGV mis en place par le gouvernement.

63. **Modalités de l'aide:** Maurice étant un pays à revenu intermédiaire, il est évident que le gouvernement ne se borne pas attendre du FIDA une simple aide financière. Maurice ne remplit plus les conditions permettant de bénéficier de financement à des conditions favorables, et tout nouveau prêt serait accordé à des conditions ordinaires. Toutefois, le FIDA ferait tout ce qui est en son pouvoir pour mettre en place un financement associant don et prêt, afin de réduire le coût global de l'aide accordée. Le gouvernement a également exprimé le souhait de s'orienter vers un financement sous forme d'aide budgétaire sectorielle, dans le cadre duquel les organismes chargés de l'exécution intégreraient les activités bénéficiant du concours du FIDA à leurs programmes de travail et budgets annuel; le gouvernement avancerait les sommes en question et serait remboursé par le FIDA une fois que les objectifs et les conditions convenus par avance auraient été réalisés. Deux arguments plaident en faveur de l'adoption de ce mode d'intervention: en matière de responsabilité et de transparence, le gouvernement affiche un bilan satisfaisant; en outre, il est souhaitable de simplifier les procédures de décaissement en utilisant les voies administratives habituelles.

⁶ La formule de calcul utilisée dans le cadre de ce système utilise le PIB par habitant, la population rurale et un certain nombre de paramètres politiques et institutionnels visant à favoriser les pays qui mettent en place les conditions les plus favorables à la réduction de la pauvreté.

APPENDIX I

COUNTRY DATA

MAURITIUS

		Year	Source
Demography			
Total population	1.2 million	2003	WDI Database a/
Land area (squ km)	2,040	2003	WDI Database
Population density (persons per squ km)	588	2003	WDI Database
Growth rate 1992-2002 (% per annum)	1.1%	2002	UN Population Databook
Population in urban areas (% of total)	43.0%	2003	UN Population Databook
Life expectancy at birth (years)	72	2002	World Health Report
Population under 14 years (% of total)	25%	2003	CIA World Factbook
Health			
Infant mortality rate (per 1,000 live births)	12	2002	WDI Database
Under 5 mortality rate (per 1,000 children)	19	2002	WDI Database
Child malnutrition (% of underweight children <5 years)	15%	1995	HNP Statistics
Child immunisation, measles (% under 12 months)	84%	2002	WDI Database
Prevalence of HIV (% of population 15-49)	0.10%	2001	HNP Statistics
Tuberculosis incidence (per 100,000 people)	65	1999	HNP Statistics
Births attended by skilled health staff (% of total)	98%	1999	HNP Statistics
Education			
Literacy total (% of ages 15 and above)	84%	1999	WDI Database
Literacy female (% of ages 15 and above)	81%	1999	WDI Database
Net primary school enrollment (% of relevant age group)	94%	1999	WDI Database
Net secondary school enrollment (% of relevant age group)	66%	1999	WDI Database
Economy			
GNI (Atlas method, current US\$)	5.0 billion	2003	WDI Database
GNI per capita (Atlas method, current US\$)	4,090	2003	WDI Database
GDP Growth (annual %) 2002	4.4%	2002	WDI Database
GDP Growth (annual %) 2003	3.2%	2003	WDI Database
GDP Price Deflator (annual %)	5.50%	2003	WDI Database
Value added by sector (% of GDP)			
Agriculture	6.0%	2003	WDI Database
Industry	30.9%	2003	WDI Database
Services	63.1%	2003	WDI Database
Trade and Investment			
Exports of goods and services (% of GDP)	59.4%	2003	WDI Database
Imports of goods and services (% of GDP)	56.7%	2003	WDI Database
Gross capital formation (% of GDP)	22.4%	2003	WDI Database
Current account balance (% of GDP)	5.8%	2003	WDI Database
Fixed and mobile telephones (No per 1,000 people)	560	2002	WDI Database
Trade in goods as a share of GDP (%)	86.6%	2002	WDI Database
Trade in goods as a share of goods GDP (%)	193.5%	2002	WDI Database
High-technology exports (% of manufactured exports)	2.3%	2002	WDI Database
Foreign direct investment, net inflows (current US\$)	27.6 million	2002	WDI Database
Debt and Aid Flows			
Present value of debt (current US\$)	1.7 billion	2002	WDI Database
Total debt service (% of exports of goods and services)	8.2%	2002	WDI Database
Short-term debt outstanding (current US\$)	892 million	2002	WDI Database
Aid per capita (current US\$)	20	2002	WDI Database
Aid (% of GNI)	0.5%		

a/ World Development Indicators Database

a
INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

APPENDIX I

Gross Domestic Product	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
GDP (Rs m at market prices)	79,086	88,099	99,564	107,444	119,494	132,218	142,319	157,674	174,900
GDP per capita (US \$)	3,538	3,646	3,577	3,634	3,833	3,786	3,913	4,500	4,910
Real GDP Growth Rate	6.2	5.6	5.7	2.3	9.3	5.6	1.8	4.4	4.2
Agriculture	5.7	3.5	-1.5	-25.8	33.3	7.2	-16.3	1.7	4.9
Sugarcane	11.1	5.0	2.5	-43.9	64.5	9.9	-25.0	3.1	6.5
Manufacturing	6.5	5.9	6.2	2.0	7.9	4.4	-2.4	0.0	0.6
EPZ	7.0	6.0	6.9	6.0	6.0	4.4	-6.0	-6.0	-5.0
Other	4.9	5.2	5.9	5.1	7.0	4.1	4.2	5.8	5.0
Construction	4.8	-0.9	6.0	8.5	7.5	1.5	7.6	11.1	3.1
Hotels & Restaurants	16.0	10.2	6.0	4.0	13.5	1.0	3.2	3.0	2.6
Transport, storage and comm.	7.0	9.0	11.7	7.4	11.4	8.9	6.6	6.1	6.5
Financial intermediation	7.0	8.2	8.3	10.3	14.6	11.0	2.0	7.2	1.0
Insurance	8.0	8.5	6.5	6.0	5.0	10.0	8.0	7.3	5.0
Other (banking incl. offshore)	6.5	8.0	9.2	12.2	18.5	11.4	0.0	7.2	-0.5
Sectoral Share of GDP (%)									
Agriculture	9.0	8.2	7.9	5.2	6.0	6.4	5.6	5.5	5.3
Manufacturing	20.9	20.8	21.1	20.9	20.7	20.7	19.9	18.7	18.0
Tourism	4.6	4.6	4.9	5.2	4.9	5.6	5.3	5.1	5.6
Financial Sector	5.6	5.9	6.6	7.1	8.0	8.7	8.4	8.7	8.5

Tourism	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Tourist Arrivals	486,867	536,125	558,195	578,085	656,453	660,318	681,648	702,018	718,861
Tourism receipts (Rs m)	9,048	10,068	11,890	13,668	14,234	18,166	18,328	19,397	23,448

Export Processing Zone	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
EPZ Exports (Rs m)	21,001	23,049	26,075	29,131	30,961	33,695	32,683	33,400	34,100
EPZ imports (Rs m)	12,077	13,880	16,179	15,735	16,399	17,140	16,909	15,559	
EPZ Employment as at Dec (No.)	79,793	83,391	90,116	91,374	90,682	87,607	87,204	77,623	

Savings and Investment	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Total GDFCF a/ (Rs m)	20,181	23,481	23,082	29,676	28,069	29,798	31,369	35,655	38,930
Private sector (Rs m)	12,741	14,530	16,826	19,590	20,340	20,463	21,590	21,816	25,555
Public sector (Rs m)	7,440	8,951	6,256	10,086	7,729	9,335	9,779	13,839	13,375
Growth Rate GDFCF (excl. aircraft & ships)	13.9	-1.4	7.5	10.8	1.0	-2.6	6.1	7.9	8.2
Growth Rate GDFCF	14.9	11.6	-6.7	22.1	-8.2	2.7	1.9	10.0	5.5
GDFCF % of GDP	25.5	26.7	23.2	27.6	23.5	22.5	22.0	22.6	22.3
Foreign Direct Investment (Rs m)	658	1,164	292	1,243	7,265	936	979	1,957	1,796
Gross National Saving (GNS)	20,052	23,845	26,121	27,563	30,852	37,607	38,662	39,993	43,750
GNS % of GDP (market prices)	25.4	27.1	26.2	25.7	25.8	28.5	27.2	25.4	25.2

Prices	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Inflation (calendar yr)	6.6	6.6	6.8	6.9	4.2	5.4	6.4	3.9	4.7
Inflation (financial year ending June)	5.8	7.9	5.4	7.9	5.3	4.4	6.3	5.1	3.9

a/ Gross Domestic Fixed Capital Formation

a
INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

APPENDIX I

Workforce and Employment	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Labour Force (000's)	490.5	499.4	509.4	519.5	528.6	538.5	540.9	549.5	
of which: Local (000's)	482.3	490.8	499.4	506.6	514.0	522.0	523.9	531.3	
Foreign (000's)	8.2	8.6	10.0	12.9	14.6	16.5	17.0	18.2	
Employment (000's)	462.6	467.2	475.0	480.5	483.6	490.8	490.1	495.1	
Employment Growth Rate %	0.5	1.0	1.7	1.2	0.6	1.5	-0.1	1.0	
Unemployment (000's)	27.9	32.2	34.4	39.0	45.0	47.7	50.8	54.4	
Unemployment rate %	5.8	6.6	6.9	7.7	8.8	9.1	9.7	10.2	8.4

Trade	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Total Exports (FOB)	32,312	33,694	40,051	40,025	40,882	47,511	53,893	54,164	
Total Imports (CIF)	41,082	46,093	49,742	56,629	54,928	57,940	64,608	66,389	
Balance of Payments (Rs m)	859	-646	-1,476	4,803	6,415	-1,314	10,198	6,205	
Net International Reserves (Rs m)	19,304	21,443	21,349	22,575	25,214	31,760	40,551	48,414	48,218
Current Account Balance (Rs m)	610	-1,874	79	-3,128	-899	8,038	7,472	3,581	
Current Account Balance (% of GDP)	1	-2	0	-3	-1	6	5	2	
Terms of Trade				100	96	90	94	97	

Debt	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Budget Deficit Rate (FY ending June)	5.6	4.5	3.7	3.6	3.8	6.7	6.0	5.6	5.0
Total Debt (Rs m) (FY ending June)	33,865	39,860	45,371	51,012	56,831	60,562	75,880	95,487	93,427
Internal Debt (Rs m)	24,706	30,241	34,619	40,819	46,641	53,394	67,095	86,413	85,002
External Debt (Rs m)	9,159	9,619	10,752	10,193	10,190	7,168	8,785	9,074	8,425
Total Debt (% of GDP)	43	45	46	47	48	46	53	61	53

Other	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Mid year Population ('000)	1,099	1,113	1,125	1,140	1,151	1,164	1,174	1,186	1,197
Exchange Rate: British Pound	30.81	34.51	39.75	40.7	39.81	41.92	45.06	46.35	
Euro	24.43	23.55	26.57	26.59	24	25.76	28.01	31.69	
US \$	19.71	21.05	23.98	25.15	26.26	29.07	29.96	28.38	28.01
HDI Index	0.825	0.831	0.833	0.764	0.761	0.765	0.772	0.779	
Corruption Perception Index			5.0	4.9	4.7	4.5	4.5	4.4	

Employment by Industrial Group	Persons Employed by Sector ('000)					% Change 1999-03	% of Total 2003
	1999	2000	2001	2002	2003		
Agriculture, Forestry and Fishing	57.5	5.8	54.3	46.9	46.5	-19	9.4
Sugar Cane	30.9	29.4	28.1	21.6	19.9	-36	4.0
Non-Sugar Cane	26.6	26.4	26.2	25.3	26.5	0	5.4
Mining and Quarrying	1.4	1.3	1.3	1.3	0.3	-79	0.1
Manufacturing	142.4	142.0	143.5	139.5	134.4	-6	27.1
Sugar	3.9	3.4	3.2	3.1	2.2	-44	0.4
Export Promotion Zone (EPZ)	90.3	89.8	91.0	85.7	80.0	-11	16.2
Non-Sugar, Non EPZ	48.2	48.8	49.3	50.7	52.2	8	10.5
Electricity, Gas and Water	3.0	2.9	3.0	3.1	3.0	0	0.6
Construction	43.0	42.8	43.5	44.1	45.8	7	9.3
Wholesale and Retail Trade	62.9	63.7	65.1	67.4	70.8	13	14.3
Hotels and Restaurants	20.4	22.7	24.2	25.4	26.5	30	5.4
Transport and Communications	30.9	30.8	31.6	33.4	34.3	11	6.9
Financial Intermediation	7.1	7.3	7.5	7.5	7.9	11	1.6
Real Estate	12.3	14.1	14.3	14.3	14.6	19	2.9
Public Administration and Defence	34.8	35.1	36.2	38.2	39.2	13	7.9
Education	22.4	22.7	23.3	24.3	25.8	15	5.2
Health and Social Work	12.8	12.6	12.3	12.7	13.4	5	2.7
Other Community, Social and Services	29.5	29.8	30.7	32.0	32.7	11	6.6
Total Employed Persons	480.4	483.6	490.8	490.1	495.1	3	100.0

LOGICAL FRAMEWORK

Strategic Goal	Objectives	Outputs	Possible Instruments	Main Indicators ^{a/}
<ul style="list-style-type: none"> Contribute to improved livelihoods and incomes of rural households on Rodrigues and in selected village council areas of Mauritius that show the highest incidence of poverty. 	<ul style="list-style-type: none"> Help poor rural households adapt to and benefit from the restructuring of the economy by improving their ability to participate in the rapidly growing sectors of the Mauritian economy. 	<ul style="list-style-type: none"> Strengthened policies in marine environmental protection and sustainable poverty reduction in coastal communities and remaining pockets of high poverty incidence, with emphasis on Rodrigues and the areas most negatively affected by manufacturing industry retrenchment. Men and women members of the poorest households on Rodrigues and the poorest village council areas on Mauritius acquire skills and other resources needed to obtain employment or establish successful rural microenterprises. Rural women (mainly) retrenched from textile enterprises, and employees on the voluntary retirement scheme retrained to improve their employability or entrepreneurial skills. Smallholder sugar cane planters assisted in diversifying into higher value crop and livestock enterprises. 	<ul style="list-style-type: none"> Further support for community development, microfinance and microenterprise development, possibly via the TFSIVG and budget support programmes. Technical and vocational training programmes for poor households and retrenched manufacturing workers to improve their employability and entrepreneurial skills. Planned redundancy programmes for rural workers in manufacturing enterprises facing downsizing or closure. Enhancing the capacity of business development service providers to support rural SMEs and microenterprises. Improving the enabling environment for the employment of rural people (e.g., information on job vacancies, public transport, childcare, etc.). Improving the enabling environment for rural microenterprises and SMEs (e.g., licensing procedures, job fairs, financial services, market information, telecommunications, etc.). Raising community awareness of microenterprise concepts through the training of trainers and secondary school programmes. 	<ul style="list-style-type: none"> Budgetary allocation to TFSIVG and other pro-poor initiatives and impact assessment of funded programmes. Increased employment and reduced unemployment in rural households on Rodrigues and the pockets of poverty on Mauritius. The number of successful microenterprises established. Increased farm incomes from diversification away from sugar. School achievement and literacy levels in the target communities. Number of village council areas with a relative development index <0.6 Number of rural households with monthly income of <MUR 6 000.

			<ul style="list-style-type: none"> • Feasibility studies, business plans and pilot programmes to test and demonstrate new income-generating opportunities (e.g., seaweed culture on Rodrigues). • Improved research and extension services to support crop diversification and water user associations for smallholder sugar cane planters. 	
--	--	--	---	--

a/ All indicators to be gender disaggregated.

STRENGTHS, WEAKNESSES, OPPORTUNITIES AND THREATS (SWOT) ANALYSIS

A. INSTITUTIONAL ANALYSIS

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities	Threats
<ul style="list-style-type: none"> • Government of Mauritius 	<ul style="list-style-type: none"> • Sound legal and regulatory framework consistent with the needs of economic growth. • The New Economic Agenda provides a vision for the future national development trajectory. • A clearly defined policy and action plan for poverty reduction. • A good socio-economic database enables most disadvantaged communities to be easily identified. • Fully operational TFSIVG. • Professional civil service with a high degree of transparency and accountability. 	<ul style="list-style-type: none"> • Unsustainable fiscal deficit that places pressure on the ability of the Government to provide social services to disadvantaged groups. • Declining financial support from donors and international financial institutions. • Bureaucratic procedures cause long delays in project implementation in the public sector. • Limited capacity of agricultural and fisheries support services (research, extension, etc.). • Poor record of monitoring and evaluation in externally funded programmes. 	<ul style="list-style-type: none"> • The scope for considerable improvements in the effectiveness and efficiency of the public administration. • The opportunity to move towards sectoral budget support arrangements in some externally funded areas. • The scope for the reform or privatization of parastatals and greater private sector participation in the delivery of public goods. • The potential to broaden the tax base to reduce the fiscal deficit. 	<ul style="list-style-type: none"> • Rising unemployment could put additional pressure on the fiscal deficit and the delivery of social services.

B. SECTORAL ANALYSIS

Sector	Strengths	Weaknesses	Opportunities	Threats
<ul style="list-style-type: none"> • Poor rural households on Rodrigues. 	<ul style="list-style-type: none"> • Reasonable access to infrastructure and services. • Free health care and education. 	<ul style="list-style-type: none"> • Extreme isolation in the middle of the Indian Ocean. • Lack of marketing 	<ul style="list-style-type: none"> • Access to employment opportunities on Mauritius. • Establishment of new 	<ul style="list-style-type: none"> • Natural disasters (cyclones, tsunamis, etc.).

	<ul style="list-style-type: none"> • A high degree of social and community cohesion. • Demonstrated ability to use microfinance effectively. 	<p>opportunities for most agricultural products.</p> <ul style="list-style-type: none"> • High level of unemployment and shortage of job opportunities outside agriculture and fisheries. • Lack of career opportunities for youth. 	<p>income-generating enterprises based on marine resources (e.g., mariculture and seaweed production).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Extension of microenterprise/microfinance activities based on successful pilot programme. 	<ul style="list-style-type: none"> • Environmental degradation. • The emigration of the most productive and entrepreneurial individuals. • The spread of HIV/AIDS from the current low level. • The low educational achievement by children in the poorest households perpetuates poverty.
<ul style="list-style-type: none"> • Poor rural households in village council areas with a low relative development index on Mauritius. 	<ul style="list-style-type: none"> • Good access to infrastructure and services. • Free health care and education. • Good (but declining) employment opportunities in rural-based manufacturing enterprises (textiles and sugar milling). 	<ul style="list-style-type: none"> • Heavy dependence on sugar and lack of diversification in farming systems. • Lack of the vocational skills needed to gain employment in the growing tourism, construction and services sectors. • Many rural poor lack access to land or marine resources. • Declining share of agriculture in the national economy, leaving more rural households marginalized. 	<ul style="list-style-type: none"> • Increasing employment opportunities for rural households in tourism, construction and service sectors. • Training or retraining to improve employability and entrepreneurial skills. • Strengthen and extend microenterprise/microfinance activities initiated under RDP and TFSIVG. 	<ul style="list-style-type: none"> • Worsening market access for sugar and textile products manufactured in rural areas. • Further retrenchment of rural workers engaged in textile and sugar processing factories. • Risk that poor rural households will become permanently impoverished peri-urban dwellers. • The incidence of HIV/AIDS increases from a low base. • The low educational

				achievement by children in the poorest households perpetuates poverty.
<ul style="list-style-type: none"> SME and microenterprise support services 	<ul style="list-style-type: none"> Strong, high-level political support for microfinance. The Development Bank of Mauritius has an SME lending section and some experience in microfinance under the IFAD RDP. Cooperative credit unions operating at the district and village levels. Several successful microfinance/microenterprise projects provide useful lessons. The TFSIVG provides a microfinance service and has good district level representation. 	<ul style="list-style-type: none"> Generally poor record of business success and loan recovery in microenterprise/microfinance operations. Overemphasis on loan disbursement at the expense of recovery. The Development Bank of Mauritius does not have a branch network, nor the staff needed to provide a high level of loan supervision. Vocational and technical training services and small business support services are weak. There are few NGOs with the capacity to act as financial intermediaries. Limited capacity for the monitoring and evaluation of microfinance activities. 	<ul style="list-style-type: none"> Provide smaller loans initially and increase the amounts later after the client's performance has been assessed. Increase training and technical assistance services provided in parallel with credit. Develop the capacity of NGOs and cooperative credit unions to act as microfinance intermediaries. Capacity-building among micro- and SME business development service providers. 	<ul style="list-style-type: none"> The perception of borrowers that Government money does not have to be repaid. The high rate of failure in start-up microenterprises and SMEs, leading to personal hardship or default.

APPENDIX IV

IFAD'S CORPORATE THRUSTS AS RELATED TO THE PROPOSED COUNTRY PROGRAMME

Strategic Framework for 2002-2006: Enabling the rural poor to overcome their poverty	
Strategic Objectives	Relationship to Mauritius COSOP
<ul style="list-style-type: none"> • Human and Social Assets: strengthening the capacity of the rural poor and their organizations. 	<ul style="list-style-type: none"> • The COSOP emphasizes participatory processes in identifying and designing development programmes. • The community development component of the RDP aims to develop the capacity of village level organizations and community infrastructure.
<ul style="list-style-type: none"> • Productive Assets and Technology: improving equitable access to productive natural resources and technology. 	<ul style="list-style-type: none"> • The RDP supports irrigation development and off-lagoon fishing to relieve pressure on inshore lagoons and reefs. • The COSOP proposes IFAD support in the areas of technical and vocational training and the introduction of new agricultural and aquacultural technologies to diversify sources of income.
<ul style="list-style-type: none"> • Financial Assets and Markets: increasing access for financial services and markets. 	<ul style="list-style-type: none"> • The RDP supports microfinance and microenterprise development assistance for poor rural households.
Regional Strategy for Eastern and Southern Africa	
Cross-Cutting Principles	Relationship to Mauritius COSOP
<ul style="list-style-type: none"> • Careful targeting that focuses on where the poor are and what they do for a living. 	<ul style="list-style-type: none"> • The COSOP recommends principles and procedures for targeting specific vulnerable groups. • Village-level census data enable pockets of poverty to be readily identified.
<ul style="list-style-type: none"> • The empowerment of the rural poor to strengthen their own productivity and increase their assets. 	<ul style="list-style-type: none"> • The COSOP identifies the poorest and most vulnerable groups and proposes a menu of options for rural poverty reduction from which these households can select.
<ul style="list-style-type: none"> • Democratic accountability, to ensure that public policy and institutions effectively facilitate the efforts of the rural poor to work themselves out of poverty. 	<ul style="list-style-type: none"> • RDP water user associations are managed according to democratic accountability principles. • The COSOP recommends marine resource management and a rural livelihoods programme that may incorporate policy and institutional reforms.
Principal Regional Thrusts	Relationship to Mauritius COSOP
<ul style="list-style-type: none"> • Promoting efficient and equitable market linkages. 	<ul style="list-style-type: none"> • Support for the implementation of the non-sugar sector strategic plan will promote and develop the supply chain for alternative agricultural commodities.
<ul style="list-style-type: none"> • Developing rural financial systems. 	<ul style="list-style-type: none"> • The RDP has identified shortcomings in the existing microfinance systems supporting rural households. • The COSOP has identified the potential for the further development of microfinance under complementary programmes financed by the EU and the Government (TFSIVG).
<ul style="list-style-type: none"> • Improving the access to and management of land and water. 	<ul style="list-style-type: none"> • The RDP is supporting irrigation development for smallholder sugar and vegetable growers. • Marine resource management and sustainable livelihoods are a feature of the current COSOP.
<ul style="list-style-type: none"> • Creating a better knowledge, information and technology system. 	<ul style="list-style-type: none"> • COSOP supports the concept of technical and vocational training, including, where necessary, basic literacy training, so as to enhance the employability of retrenched factory workers.

ACTIVITIES OF OTHER PARTNERS IN DEVELOPMENT – ONGOING AND PLANNED

Donor Agency	Nature of Intervention	Coverage	Status	Complementarity/Synergy Potential
United Nations Development Programme	Country Programme for Mauritius 2005-07.	<p>Programme components:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pro-poor policy reform to achieve Millennium Development Goal targets, including: (a) local level poverty initiatives; (b) gender mainstreaming; (c) civil society empowerment; (d) making information and communications technology work for the poor; and (e) public administration reform and anti-corruption efforts. • Energy and environment, including: (a) frameworks and strategies for sustainable development; (b) improved access to sustainable energy supplies; (c) sustainable land management to combat land degradation; and (d) conservation and sustainable use of biodiversity. 	<p>Under implementation.</p> <p>Includes a programme for the formulation of the Sustainable Integrated Development Plan for Rodrigues.</p>	<p>The broad objectives and components of the UN Development Programme initiative are consistent with the COSOP focus on rural poverty reduction.</p> <p>The COSOP foresees that IFAD initiatives to address rural poverty in Rodrigues should fall within the scope and mandate of the Sustainable Integrated Development Plan.</p>
No donor (fully funded by the Government)	TFSIVG	<ul style="list-style-type: none"> • Nationwide coverage, including both Mauritius and Rodrigues. Supports: (a) community-based projects implemented through NGOs and CBOs; (b) operates a microfinance scheme; and (c) operates a loan scheme to assist students from poor households. • Operated by a network of community facilitators and field workers. 	<p>Operational since 2000. Funding is expected to be fully committed by the end of 2006.</p> <p>The ongoing disbursements around are USD 2.7 million per annum.</p>	<p>Procedures for community development and microfinance are harmonized with the RDP.</p> <p>The TFSIVG could be used as a conduit for IFAD funds supporting rural poverty reduction initiatives.</p>
EU	Decentralized Cooperation Programme	<ul style="list-style-type: none"> • EUR 13.5 million (USD 17.5 million) EU-supported community development/microenterprise programme is to be implemented over a three-year period through non-state actors such as NGOs, CBOs, trade unions and village councils. 	<p>The financing agreement has been signed.</p> <p>The programme is to be launched in the final quarter of 2005.</p>	<p>Provides a large line of funding for community development and microfinance and microenterprise development.</p>

Donor Agency	Nature of Intervention	Coverage	Status	Complementarity/ Synergy Potential
African Development Bank	Northern Plains Irrigation Project	<ul style="list-style-type: none"> Project includes: (a) de-rocking and land preparation on 1 377 ha; (b) technical assistance for the detailed design of an irrigation system and the supervision of works and for training in participatory irrigation management and in gender sensitization and environmental aspects of irrigation projects; (c) the installation of irrigation infrastructure consisting of centre pivots and solid set systems; and (d) project management and institutional development. 	The project was approved in January 2005. To cost: 15.2 million units of account financed by the African Development Bank (7.7 million), the Government (3.9 million) and the Arab Bank for Economic Development in Africa (3.6 million).	Lessons learned from the IFAD experience in irrigation development should be considered, especially the formation and operation of water user associations.
Food and Agriculture Organization of the United Nations	National Medium-Term Investment Programme	<ul style="list-style-type: none"> The programme was prepared in February 2005 under the auspices of the Comprehensive Africa Agricultural Development Programme of the New Partnership for Africa's Development. The programme identifies six bankable investment projects: (a) agricultural diversification (integrated processing and marketing); (b) Mauritius agricultural information system; (c) the Sustainable Land and Water Management Project; (d) Community Development and Poverty Alleviation Project; (e) Mauritius Agricultural Biotechnology Institute; and (f) strengthening the agro-processing capacity of Rodrigues. 	The programme was prepared under a Food and Agriculture Organization technical cooperation programme grant. It is unclear at this stage how the investment projects will be financed. The follow-up Food and Agriculture Organization mission due in September 2005.	Several of the priorities included in the programme are consistent with the main thrust of the COSOP and could be incorporated in subsequent projects or programmes supported by IFAD.